

Orthodoxie et identité nationale chez les Roumains dans la perspective de la construction européenne

- enjeux et tendances socioculturels et politiques -

Le portrait de George Bush peint dans l'église du village Petresti - Alba

Les fidèles orthodoxes de Petresti, département d'Alba, ont fait peindre George Bush sur un mur de l'église et ils ont fait bâtir dans la cour du saint établissement un monument des héros, gardé par deux canons et encadré par les drapeaux de la Roumanie, de l'OTAN et de l'Union Européenne. Le prêtre-curé Alexandru Coman et les fidèles de l'église orthodoxe « La Transfiguration » de Petresti prient ensemble Dieu depuis deux ans afin que la Roumanie entre dans l'OTAN. Il y a un mois, ils ont arboré dans la cour de l'église le drapeau de l'OTAN. A côté du portrait du président américain se trouve le pape Jean-Paul II et l'ancien président de la Russie, Mihail Gorbaciov. « Ces trois ont changé en bien le sort de la Roumanie, c'est pourquoi nous les avons peints dans l'église. Gorbaciov nous a aidé à nous délivrer du communisme et de Ceausescu, le pape Jean-Paul II nous a fait l'honneur de visiter notre pays, ce qui était sa première visite dans un pays orthodoxe, et le président Bush nous aide à entrer dans l'OTAN. Nous sommes très contents que, après les deux premiers, ce soit maintenant Bush qui visite notre pays », a déclaré le curé Alexandru Coman.

(Fait divers relaté dans le journal *Adevarul*, n° 3863 du 23 novembre 2002)

Introduction

Le fait divers ouvrant ce mémoire n'est en fait pas un simple fait divers. Je le vois plutôt comme une clé métaphorique, riche de sens, qui peut faciliter l'approche de mon sujet d'étude. A travers sa naïveté, cette petite histoire, qui s'est passée il y a presque deux ans (avant que la Roumanie ne soit officiellement admise dans l'OTAN), nous introduit dans le vif du sujet d'étude d'une manière prosaïque, mais en nous offrant à la fois un très bon exemple de fait à étudier et la problématique qui s'en dégage. Mieux encore, elle nous laisse entrevoir un début de réponse à des questions concernant les tendances que l'identité nationale et l'orthodoxie suivront par rapport à l'intégration européenne et d'autres événements internationaux. Plus exactement, à mes yeux, cette histoire nous transmet le message suivant : « Attention, l'identité nationale et l'orthodoxie des Roumains ne sont pas figées à jamais dans quelques archétypes immuables. Par contre, elles sont vivantes et sensibles au contexte national et international, même à travers leurs éléments les plus banals : les manifestations d'une paroisse villageoise ».

Cela dit, par ce travail, je me propose d'étudier les rapports existant entre l'identité nationale et l'orthodoxie dans la perspective de l'intégration européenne de la Roumanie. Pour ce faire, je traiterai des faits sociaux qui se sont passés sur une très longue durée (environ deux siècles voire même plus), mais aussi d'événements ponctuels, éloignés ou contemporains. La façon dont je veux approcher, analyser et présenter ces faits, leur problématique et leur évolution, est interdisciplinaire, mais elle restera dans le cadre de ce qu'on appelle généralement les « sciences sociales » (histoire, sociologie, anthropologie, politologie etc.). Cela veut dire que, malgré quelques références et incidences théologiques, ce travail se limite à traiter les choses dans leurs dimensions historique, sociale et politique. Ainsi, par ce travail, je regarde le phénomène religieux dans ses aspects fonctionnels, sociaux et politiques et non pas dans ses aspects substantiels et intrinsèquement religieux.

Quant à la religion que je me suis proposé comme objet d'étude, malgré la diversité qui existe actuellement en Europe et en Roumanie à cet égard, j'ai dû malheureusement restreindre mon étude aux trois principales confessions de la religion chrétienne : catholique, protestante et orthodoxe. En fait, c'est le christianisme orthodoxe qui est mon principal objet d'étude, et surtout l'institution qui le représente en Roumanie : l'Eglise orthodoxe roumaine (EOR).

Ce mémoire est structuré en trois parties qui sont présentées en suivant les objectifs de ma recherche et la compréhension logique des choses. Ainsi, dans la première partie, je voudrais tracer le cadre de mon étude en présentant assez rapidement la problématique de l'identité et du christianisme en Europe. C'est là que, je discuterai le cadre juridique qui règle les rapports Eglises-Etats au niveau européen. Ensuite, j'essayerai de présenter les positions des trois principales confessions chrétiennes par rapport à la construction européenne. A la fin de cette première partie, j'insisterai sur la problématique de l'identité nationale et de l'orthodoxie en considérant notamment le cas de la Roumanie. Cette partie nous donnera donc une vision d'ensemble (européenne) sur mon sujet d'étude afin de mieux approcher et situer le cas roumain.

Dans la deuxième partie, je présenterai plus amplement quelques aspects concernant l'osmose créée entre l'identité nationale et l'orthodoxie/l'EOR chez les Roumains pour mieux comprendre leurs rapports avec l'intégration européenne. Ainsi, j'aurai l'occasion d'introduire la problématique du nationalisme orthodoxe (le phylétisme), de mettre en avant quelques

repères historiques et socioculturels concernant l'orthodoxie/l'EOR et de mettre en discussion le rapport de pouvoir entre l'Etat-national et l'EOR. Le dernier sous-chapitre de cette partie sera consacré à une analyse plus poussée concernant l'émergence tourmentée de la loi sur les cultes en Roumanie à l'époque actuelle - post-communiste.

Enfin, dans la troisième partie, qui constitue l'objectif final de mon étude, je voudrais, dans un premier temps, présenter les éléments qui font de l'EOR une institution incontournable sur la voie d'intégration européenne de la société roumaine. Dans un deuxième temps, je tenterai d'une manière prospective de mettre en évidence et de discuter les éléments et les tendances qui font que l'Eglise orthodoxe soit pour ou contre l'intégration européenne. Finalement, dans le sous-chapitre final de ce travail, je reviendrai avec une synthèse sur la problématique de l'identité nationale et son rapport avec l'orthodoxie/l'EOR dans la perspective de l'intégration européenne de la Roumanie.

Il va de soi que, dans ce mémoire, je ne peux pas épuiser un sujet si vaste, si complexe et si mouvant ; je me permets d'espérer qu'à travers ce travail, je contribuerai, même modestement, à l'approfondissement d'une problématique très actuelle concernant le processus de l'intégration européenne, qui ne peut pas être réduit à sa dimension économique. C'est pourquoi je considère ce mémoire plutôt comme un travail exploratoire dans son genre (notamment en ce qui concerne la Roumanie).

Finalement, je tiens à remercier Monsieur Antoine Maurice qui a assuré la direction de ce mémoire. Grâce à ses conseils, mon travail a pris une forme plus articulée, plus cohérente et plus complète. Mes remerciements vont aussi à la direction de l'Institut européen de l'Université de Genève et notamment à Monsieur Silvio Guindani, responsable des études, qui nous a accompagnés, mes collègues et moi-même, avec sa bienveillante compréhension tout au long de notre formation à l'IEUG (2002-2004).

Avertissement :

Soutenu à la fin septembre 2004, ce mémoire de Diplôme approfondie en études européennes a été réalisé en bonne partie avant le printemps 2004. C'est pourquoi je n'ai pas pris en compte quelques événements importants de la construction européenne : l'adhésion de dix nouveaux pays à l'UE, la signature de la Constitution européenne, etc.

3. Enjeux identitaires, politiques et religieux dans la perspective de la construction européenne

La perspective quasiment certaine de l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne fait que, déjà aujourd'hui mais plus encore à l'avenir, aucune institution roumaine ne peut plus ignorer ce processus de construction européenne qui touche et modèle tous les domaines de la vie humaine en Europe. Ce processus ne va pas sans relever des problèmes de tous ordres. Nous avons vu que, mis à part les problèmes économiques, politiques, juridiques, militaires etc., la construction européenne rencontre aussi de sérieux problèmes liés à la sécurité culturelle (*sociétale*) des collectivités/nations impliquées dans ce processus. Ainsi, la construction européenne lance quelques nouveaux défis aux identités nationales et appelle des nouveaux acteurs sociaux sur le devant de la scène européenne. Parmi ceux-ci, les Eglises sont très bien placées pour faire valoir leur avis sur la construction de l'Europe et surtout en ce qui concerne le rapport qui se crée entre les identités nationales et l'intégration européenne. En tout cas, nous venons de le voir, l'Eglise orthodoxe roumaine occupe une place majeure dans l'histoire ancienne, moderne et contemporaine de la nation roumaine.

Par la suite, je voudrais dans un premier temps présenter et discuter les éléments qui font que l'EOR est un acteur incontournable sur la voie de l'intégration européenne de la Roumanie. Dans un deuxième temps, j'aimerais évaluer la position et les tendances de l'EOR face à cette intégration tant désirée par les Roumains. Enfin, dans un troisième temps, je voudrais très rapidement discuter plus synthétiquement les tendances de l'identité nationale dans la perspective de l'intégration européenne de la Roumanie.

3.1. L'EOR : acteur majeur sur la voie d'intégration européenne de la Roumanie

Pour mieux évaluer l'importance de l'EOR dans le processus d'intégration de la Roumanie en Europe, il va falloir tout d'abord rappeler son poids historique, symbolique, démographique, administratif, politique et économique dans la société roumaine. Ainsi, il sera plus facile de comprendre son importance, ses positions et ses tendances face à l'intégration¹.

Nous avons déjà vu que l'EOR a eu une contribution historique déterminante pour la formation de la nation roumaine et de son identité. L'histoire et la culture du peuple roumain, depuis ses origines mythiques, n'ont pas cessé de se rapporter à l'orthodoxie. Cette réalité historique peut paraître très peu importante si l'on regarde une nation dans une perspective moderniste. Mais grâce à cette longue histoire de cohabitation en symbiose de l'orthodoxie avec la nation, l'orthodoxie et, à travers celle-ci, l'EOR se sont imposées au niveau de la

¹ J'ai déjà signalé l'importance de l'EOR pour l'intégration de la Roumanie dans une étude publiée en roumain : *La souveraineté nationale et l'Eglise orthodoxe roumaine dans la perspective d'intégration européenne*, in **Souveraineté nationale et intégration européenne**, pp.175-229, volume collectif paru en 2002 à Bucarest, éd. Polirom.

mémoire collective depuis plusieurs siècles comme l'un des référents clé de l'identité nationale roumaine.

A cette réalité historique s'ajoute la force idéologique et symbolique de l'orthodoxie, force qui est gérée exclusivement par l'EOR. L'Eglise est avant tout une institution qui gère des symboles et des pratiques religieux. Elle offre à ses fidèles une vision totale sur le monde et sur la vie, tout en essayant de réglementer leur vie à travers des pratiques qui commencent avec la naissance et finissent après plusieurs années de la mort d'une personne. Cela s'est avérée très nécessaire pour une société qui venait de perdre ses repères idéologiques, moraux et axiologiques. Après la chute du communisme, la doctrine chrétienne et les pratiques religieuses ont rempli un vide difficilement supportable par une population désemparée. Ainsi, l'EOR, par sa doctrine et ses pratiques liturgiques et symboliques, renforce son capital historique et se positionne comme la seule institution capable à donner un sens à la société/nation roumaine, ainsi qu'une très forte cohésion sociale. Cela est visiblement démontré par les taux très élevés de popularité et de confiance que l'Eglise détient dans tous les sondages faits après 1989. On peut le voir, par exemple, dans ce tableau qui présente comparativement la confiance accordée par les Roumains aux plus importantes institutions de Roumanie.

Quelle confiance avez-vous en... ?						
Institution/Période	mai 2001	nov. 2000	mai 1999	nov. 1998	sept. 1997	oct. 1996
Eglise	89	86	88	86	86	83
Président	-	19	38	40	62	-
Gouvernement	-	13	23	28	42	26
Parlement	33	9	20	20	38	23
Justice	-	20	30	30	36	36
Armée	72	67	75	74	84	76

Les chiffres indiquent le coefficient de confiance qui va de 0 (pas de confiance) à 100 (maximum de confiance). Les sondages ont été effectués par le Baromètre de l'opinion publique de la Fondation pour une société ouverte (www.osf.ro).

On remarque donc facilement que l'indice de confiance accordé à l'Eglise par la population se situe loin devant les indices accordés aux autres institutions importantes de la Roumanie (armée, gouvernement, parlement, etc.).

De manière plus objective, le poids de l'EOR dans la société roumaine est renforcé par sa taille sociale et administrative. Au dernier recensement officiel réalisé en 2002, il y avait en Roumanie 18.817.975 orthodoxes (environ 87% de la population globale). Ces fidèles orthodoxes bénéficiaient en 1992 d'une infrastructure et d'une organisation impressionnante pour un pays qui venait de sortir d'une dictature athée : 12.500 églises et 15.246 prêtres, avec la tendance confirmée à augmenter rapidement autant le nombre des lieux de culte que le nombre des officiants. L'EOR est donc une institution qui est très présente en Roumanie. Avec très peu d'exceptions, l'EOR est présente pratiquement dans tous les villages et les villes du pays, en étant souvent, dans les lieux d'habitation isolés, la seule institution active au niveau communautaire (religieux, socioculturel et même politique). Cela fait que, si l'on exclut la police et l'administration locale de l'Etat, l'EOR ne peut être concurrencée par aucune autre institution gouvernementale ou non-gouvernementale sur le plan démographique et administratif. Enfin, l'EOR est l'institution roumaine avec la meilleure représentation et

organisation dans la diaspora roumaine de partout le monde et notamment en Europe. C'est ici que, durant les derniers dix années, elle s'est organisée deux métropoles qui comptent environ 200 paroisses dans tous les pays de l'Europe occidentale et centrale. Les sièges de ces métropoles orthodoxes roumaines se trouvent en France et en Allemagne, les deux pays phare de l'intégration européenne.

L'EOR a donc accumulé au long des siècles un immense capital historique, social, symbolique, économique et politique. Son potentiel est encore plus grand si l'on prend en compte le fait que l'EOR est une institution organiquement liée à la société roumaine (ayant des relations privilégiées avec la nation et l'Etat) et qu'elle gère des choses et des valeurs marquant fondamentalement l'existence de la société et de l'individu. En outre, l'importance de l'EOR pour la Roumanie est augmentée aussi par l'importance qu'on donne aujourd'hui à la religion au niveau international de manière explicite ou implicite. La culture et particulièrement la religion (comme élément primordial de la culture et de l'identité) sont de plus en plus invoquées dans des problèmes qui touchent à la sécurité globale, à la géostratégie et aux relations internationales.

Dans ces conditions, comme le constate Gabriel Andreescu (2003), l'EOR participe avec un poids réel à deux types de processus déterminés par l'intégration de la Roumanie dans l'UE :

- le premier regarde la modernisation de la société roumaine pour qu'elle puisse s'adapter à la civilisation européenne;
- le deuxième concerne les décisions directes, politiques, qui visent le processus d'adhésion à l'UE.

En ce qui concerne les décisions officielles de l'adhésion de la Roumanie à l'UE, l'EOR s'est prononcée plusieurs fois et sans équivoque pour l'adhésion. Quant à la modernisation et aux changements que la société roumaine doit subir pour devenir compatible avec les sociétés de l'UE, les choses sont bien plus compliquées. L'observation et l'analyse des attitudes et des actions de l'EOR par rapport à cette question nous renvoient finalement vers la problématique de la *sécurité sociétale* et de l'identité nationale.

En effet, à côté des facteurs politiques, économiques et juridiques, pour l'intégration de la Roumanie dans l'espace européen, la sécurité sociétale (culturelle) et l'identité nationale peuvent jouer un rôle fondamental (positive ou négative). Dans ces domaines, nous avons vu que l'EOR est l'acteur le mieux placé sur la scène roumaine, en se situant ainsi dans une position clé sur la voie de l'intégration européenne de la Roumanie. En cas de crise sociale ou en raison d'un malaise identitaire, l'EOR pourrait demander au nom de la nation la protection de l'identité nationale. En revanche, si l'EOR se sent à l'aise dans le nouveau cadre européen, elle pourra faire beaucoup pour l'avancement de l'intégration de la société roumaine dans l'UE.

Autrement dit, l'EOR se trouve devant l'alternative annoncée par O. Waever (1998 :93), alternative qui concerne autant l'avenir de l'identité nationale que celui de l'intégration européenne de la Roumanie. Ainsi, d'un côté l'EOR devrait voir si elle peut, en tant qu'acteur principal et défenseur de l'identité nationale, s'engager en toute sécurité (pour elle et surtout pour la nation) sur la voie de l'intégration européenne, la voie de l'ouverture, du dialogue et de la confrontation à la différence. De l'autre côté, en tant qu'institution religieuse, l'EOR devrait évaluer si vraiment elle tire bénéfices, et à quel prix, de la protection offerte par un Etat strictement indépendant et qui, tout au long du siècle dernier, s'est montré très labile envers ses institutions internes.

Force est de constater que, malgré ses décisions et ses déclarations officielles nettement en faveur de l'intégration, en pratique, l'EOR ne laisse pas transparaître une stratégie claire et nette en faveur de l'intégration et beaucoup de ses actions sont pour le moins ambiguës, sinon carrément contraires à l'intégration européenne de la Roumanie. En outre, plusieurs observateurs scientifiques du comportement social de l'EOR trouvent qu'elle favorise encore des actions nationalistes et anti-démocratiques dont les conséquences peuvent être dangereuses pour le bon fonctionnement de la société (Gillet, 1997 ; Andreescu, 2002).

Mais, selon mes propres observations, l'EOR est sur la voie de reprendre doucement conscience de son rôle très important à jouer par rapport à l'avenir de la nation roumaine mais aussi par rapport à son engagement profondément chrétien. C'est pourquoi, quoique sa stratégie actuelle face à l'intégration ne soit pas encore claire, ma thèse déjà annoncée est que l'EOR a l'intérêt et les ressources nécessaires pour contribuer substantiellement à l'intégration européenne de la Roumanie. Suite à mes observations et à ma recherche prospective, j'estime donc que l'EOR suivra de plus en plus nettement l'Etat et le peuple roumain, engagés sur la voie de l'intégration européenne. Par la suite, j'essayerai donc de présenter les éléments qui me font soutenir cette thèse. Cependant, avant cela, je voudrais présenter les éléments qui font qu'aujourd'hui l'EOR est perçue plutôt comme un frein à l'intégration européenne de la Roumanie.

3.2. Les tendances de l'EOR face à l'intégration européenne²

3.2.1. Eléments et tendances non favorables à l'intégration européenne

En regardant l'EOR dans la perspective de l'intégration européenne, on peut dire que l'élément qui la maintient le plus dans une situation ambiguë (voire opposée) par rapport à ce processus d'europanisation de la société roumaine et qui est fortement incrusté dans sa doctrine religieuse et ecclésiastique, c'est le nationalisme. Comme j'ai l'ai déjà montré, l'histoire a fait que l'EOR s'est très bien accommodé du nationalisme. Sans être adoptée officiellement, cette idéologie a été naturellement acceptée et mélangée à la doctrine orthodoxe, donnant naissance à ce qu'on appelle en théologie *phylétisme* (doctrine condamnée comme hérétique par le grand Synode de Constantinople en 1872). Nous avons vu que la manifestation la plus flagrante de cette idéologie est la postulation et l'affirmation du lien indestructible existant entre la nation roumaine et l'orthodoxie/EOR avec plusieurs conséquences fondamentalistes et chauvines, comme l'a très bien remarqué Olivier Gillet :

« Si l'on considère qu'il y a une ethnie dominante dans un Etat, la Roumanie en l'occurrence, l'ethnie roumaine multimillénaire, et que cette ethnie est intrinsèquement liée à l'orthodoxie, il en découle que le 'citoyen' de Roumanie de 'nationalité' roumaine ne peut être qu'orthodoxe. Inversement, être orthodoxe en Roumanie implique le fait d'appartenir à l'ethnie roumaine. Donc l'orthodoxie est *de facto* la religion d'Etat, et tout citoyen d'une autre religion, même d'ethnie roumaine ne peut être un Roumain à part entière, puisqu'il s'exclut lui-même de la filiation ainsi établie depuis les origines. Ainsi, le citoyen d'une autre 'nationalité' et non orthodoxe ne peut être un citoyen à part entière puisqu'il ne descend pas du 'lignage' historique roumain de l'antiquité, 'autochtone', mais réside en tant que citoyen roumain en raison des aléas de l'histoire, des migrations des peuples. C'est le cas de toutes les minorités en Roumanie, hongroise, saxonne, etc.

² La majorité de ces tendances que je présente dans ce sous-chapitre ont été identifiées et présentées dans mon étude en roumain : *La souveraineté nationale et l'Eglise orthodoxe roumaine dans la perspective d'intégration européenne*, in **Souveraineté nationale et intégration européenne**, volume collectif paru en 2002 à Bucarest, éd. Polirom

Sur la base de l'ethnicité et grâce à la thèse de la continuité, l'Eglise orthodoxe incarne l'Eglise du peuple roumain ethniquement, la *Biserica romaneasca* (l'Eglise roumaine), non pas une parmi d'autres, mais la seule possible pour le peuple roumain à l'exclusion des citoyens de nationalité non roumaines... »
(Gillet, 1997 :97)

Ce nationalisme, transformé en une sorte d'idéologie politique et ecclésiale qui caractérise aujourd'hui encore maintes actions de l'Eglise, a très bien servi à la justification des relations absurdes et contre nature que l'EOR a entretenu avec un Etat athée et persécuteur des religions pendant la période nationale-communiste. Sous la pression de l'Etat et sur la base d'un syllogisme simple, ayant comme terme moyen la *nation*, l'EOR a accepté la collaboration la plus absurde de son histoire. Etant donné que l'EOR se confond organiquement avec la nation et que l'Etat est son représentant officiel, il en a résulté logiquement pour l'EOR qu'elle doit collaborer avec l'Etat et s'y soumettre. En outre, en s'arrogeant le titre exclusif d'institution dépositaire et garante de l'identité nationale, l'EOR, surtout par certains de ses dirigeants, est toujours prête à tirer le signal d'alarme devant toutes sortes de dangers réels ou imaginaires pour la nation roumaine ou pour elle-même. Par exemple, suite à des critiques formulées par quelques intellectuels à propos des plusieurs actions non démocratiques des représentants de l'EOR, l'archevêque Bartolomeu de Cluj fait appel au discours identitaire pour défendre l'Eglise en affirmant nettement que : «Ces attaques constituent une mode des non-conformistes (...), il s'agit d'attaques bien ciblées et je ne crois pas qu'elles soient principalement antireligieuses mais plutôt antinationales, parce que l'Eglise est la première institution en ce qui concerne la conservation de l'identité nationale dans tous ses composants. Cette chose ne convient pas à certaines tendances de globalisations, d'effacement de l'identité culturelle, de sécularisation et de laïcisation. C'est pourquoi l'Eglise continuera d'être la cible de ces attaques aussi longtemps qu'elle gardera sa mission d'être la dépositaire de l'identité existentielle du peuple roumain dans l'Europe unifiée» (Anania, 2000 : 21). Ainsi, l'identité nationale est vue et utilisée plutôt comme une arme de défense ou d'attaque (un baril de poudre prêt à exploser), et non pas comme un élément d'interaction sociale et culturelle par lequel on pourrait s'apercevoir et s'enrichir réciproquement sur une plage sociale large où nombreuses identités doivent et peuvent coexister.

Les liens historiques, sociaux et culturels de l'orthodoxie avec la nation roumaine peuvent donner l'impression que le phylétisme/nationalisme est une donnée naturelle et même providentielle. Cette tendance s'affirme souvent si fortement qu'elle éclipse le message christique, le propre de l'Eglise, qui est foncièrement anti-nationaliste et universaliste (Gal. 3,28). Par son attitude et ses actions nationalistes, l'EOR risque donc d'altérer son message et ses objectifs religieux, ainsi que de détourner les fidèles et les institutions de l'Etat vers un faux problème religieux : sauver l'identité nationale. Voyons rapidement deux exemples d'actions d'inspiration nationaliste, actions nourries par un phylétisme qui non seulement a été officiellement condamné comme une hérésie et un mal contre l'orthodoxie, mais qui peut aussi freiner l'intégration de la société roumaine en Europe.

Nous avons déjà vu la dispute autour de la Loi sur les cultes et je ne veux revenir là-dessus que pour souligner le fait qui intéresse le plus l'EOR à travers cette loi, c'est-à-dire l'obtention du statut d'*Eglise nationale*. L'EOR veut donc la reconnaissance juridique de son lien privilégié avec la nation roumaine. Ainsi, elle cherche avoir la confirmation politique de sa situation historique et sociale qu'aujourd'hui personne ne pourrait lui contester sérieusement. Cette volonté de consécration politique est justifiée aux yeux de la hiérarchie et

des certains représentants de l'Eglise par des modèles déjà existantes en Europe (voir le cas de la Grèce ou de l'Angleterre), mais aussi et surtout par le passé historique et le capital social actuel de l'EOR (Preda, 1999). En réalité, par ce titre d' « Eglise nationale », l'EOR n'a fait qu'enflammer encore plus les sentiments conflictuels de la société roumaine dans une période de rude transition. On a vu que le projet de loi sur les culte et notamment la revendication du statut d' « Eglise nationale » par l'EOR, ont donné naissance à des polémiques très dures dans le Parlement et dans les mass médias roumains. Des interventions internationales ont été nécessaires pour calmer le jeu et le projet de loi a été finalement retiré du Parlement pour que la Roumanie puisse se concentrer sur d'autres problèmes apparemment beaucoup plus importants : l'entrée dans l'OTAN et l'intégration européenne.

L'autre exemple d'action nationaliste fervente de l'EOR, action qui date et qui est réactualisée aujourd'hui, est son initiative et sa volonté de bâtir une grande cathédrale nationale, *Catedrala neamului* (la cathédrale de la nation ou plus exactement la cathédrale de la délivrance et du salut du peuple roumain). L'idée de construire cette cathédrale est apparue et a été soutenue fortement par l'EOR tout de suite après la première guerre mondiale lorsque les Roumains ont réussi à accomplir leur idéal national, l'unification en un seul Etat national. Dans la période d'entre-deux-guerres les représentantes de l'Eglise voyaient cette cathédrale plus ou moins en ces termes :

« Cette cathédrale symbolisera tout ce qui peut être le plus saint, le plus exaltant, le plus plein de sacrifice et le plus exemplaire de tout notre être et de toute notre histoire nationale :

(...)

Autel de la nation sur lequel il sera sacrifié dans les siècles des siècles l'offrande pour la délivrance du peuple roumain.

Ame de l'âme nationale.

Croyance de l'ancienne croyance.

Splendeur de l'action chrétienne.

Glorification de notre foi orthodoxe.

Entrelacement très heureux entre croyance, peuple et Etat national.

Expression suprême de notre conscience nationale orthodoxe.

Tonnerre d'alarme et foudre d'attaque lorsque le danger venu d'ailleurs osera toucher nos saintes frontières. » (Pacescu, 1938 : 66-68)

On voit donc ici comment le nationalisme ardent prend la place de la foi. On voit également comment une cathédrale, dont la construction pourrait être entièrement justifiable par des raisons ecclésiastiques et utilitaires, peut être utilisée pour renforcer et manipuler l'idéologie nationale.

Bien que l'idée de construire une cathédrale nationale ait été abandonnée à l'époque à cause de la deuxième guerre mondiale (plus tard, pendant le régime communiste, personne n'osait plus en parler), après la chute du communisme, elle a refait surface petit à petit jusqu'à ce qu'elle soit redevenue, depuis quelques années, l'un des objectifs fondamentaux de l'EOR. Force est de souligner qu'à la base de la construction de cette cathédrale reste toujours l'idéologie phylétiste de la délivrance et du salut du peuple roumain. C'est notamment à cause de cette idéologie que le projet est durement critiqué non seulement par des opposant de l'EOR mais aussi par quelques uns de ses membres. En outre, étant donné que cette cathédrale de la nation devra impressionner par son gigantisme et son opulence, les critiques sont encore plus virulents, en comparant la cathédrale avec l'édifice mégalomane de la « Maison du peuple » construit par Ceausescu. Enfin, pour réaliser ce projet, l'EOR a demandé et reçu l'appui de l'Etat grâce aux enjeux politiques que cette cathédrale comporte. Ainsi, la construction de la cathédrale a été démarrée en février 1999 sous les auspices du Patriarche Teoctist et du Président de la Roumanie sur une des plus grandes places de Bucarest (Place de

l'Union). Mais cet endroit s'est finalement avéré peu satisfaisant pour la Cathédrale de la nation et l'EOR a commencé à chercher un autre lieu malgré les protestations et les polémiques sans fin autour de ce projet. Aujourd'hui encore les esprits sont très enflammés quant à la construction de cette cathédrale qui d'un côté semble nécessaire, étant donné le manque d'un espace de culte adapté à la dimension sociale de l'EOR, et d'un autre côté, cette affaire semble beaucoup trop marquée par l'idéologie nationaliste et trop onéreuse pour un pays terrassé par la pauvreté.

Ces deux exemples nous montrent que le nationalisme qui inspire nombres des projets de l'EOR peut facilement nuire au bon avancement de la société roumaine vers l'intégration dans la constellation des sociétés européennes. Le nationalisme nourrit les états de conflit et d'insécurité qui prédisposent la société à des attitudes de fermeture, d'intolérance et d'exclusion. En conséquence, malgré les déclarations pro européennes des dirigeants de l'Eglise, il est évident que dans la mesure où l'EOR ne se débarrasse pas de son nationalisme, elle peut constituer un véritable frein pour l'intégration européenne de la Roumanie.

Un autre élément qui peut nuire à l'intégration européenne, et qui va de pair avec le nationalisme pratiqué par l'EOR, est le conservatisme de l'Eglise face aux nouveaux problèmes posés par la société moderne. En invoquant souvent le corpus des canons et des pratiques de la « Sainte Tradition » orthodoxe, l'EOR n'accepte pas facilement le fait que la société change et qu'elle doit faire face aujourd'hui à d'autres problèmes que ceux de l'époque apostolique ou byzantine. D'ailleurs, la Tradition sur laquelle elle s'appuie fortement aujourd'hui a été depuis le début du christianisme très sensible aux contextes historiques et s'est constituée durant plusieurs siècles (voire beaucoup plus d'un millénaire). Il faut aussi dire que, même dans les milieux ecclésiastiques et théologiques, il y a plusieurs façons de se rapporter et d'interpréter la Tradition. En outre, on trouve dans cette Tradition des pratiques et des rituels qui ont été adoptés juste vers la fin du 19^e siècle ou même au début du 20^e siècle (comme le calendrier grégorien adopté par l'EOR en 1924). Enfin, le fait de garder son trésor liturgique inchangé ne pose pas de problème, ni à l'Eglise, ni à la société. En revanche, le conservatisme social et la morale formaliste de l'EOR empêchent en égale mesure l'accomplissement du message évangélique, la démocratisation de la société et les changements nécessaires à son bon fonctionnement. Ainsi, l'EOR ignore, blâme ou refuse à approcher certains problèmes graves de notre société : la sécularisation de la société moderne, les droits de la femme et sa situation dans la société et dans l'Eglise, l'avortement, l'homosexualité, etc. (Stan & Turcescu, 2000).

Par son attitude conservatrice, par son « lien sacré » avec l'Etat national et par le refus d'accepter jusqu'au bout et de traiter de manière adéquate le fait que la société roumaine est une société sécularisée, l'EOR se comporte souvent comme si elle fonctionnait à l'époque byzantine lorsque la société était complètement religieuse et l'Eglise avait à elle seule la responsabilité et les moyens de gérer le comportement social et moral de tous les individus. Ainsi, par exemple, l'archevêque Bartolomeu de Cluj soutient : « ...le problème de la sécularisation ne se pose même pas chez nous, mis à part peut-être quelques points de vue exprimés par notre intelligentsia. A mon avis, le Saint-Esprit continuera de nous assister » (Anania, 2000 :21). Rien de plus faux, selon le théologien et prêtre Ioan Bria qui a très bien affirmé en réfléchissant à la situation de la Roumanie post-communiste: « Pour traiter la sécularisation d'aujourd'hui, il faut prendre en compte le fait que l'idéologie communiste a détruit les repères fondamentaux de la société appelée chrétienne. Les gens ne sont plus en possession des éléments qui ont déterminés la culture chrétienne. D'où aussi la tendance à redéfinir et à refaire les coordonnées constitutives des institutions chrétiennes du passé.

Nombreux sont ceux qui cultivent l'illusion qu'une fois, avec le changement du régime politique, la société redeviendra tout naturellement une société religieuse » (Bria, 1995 : 75). Enfin, en ignorant la sécularisation de la société, l'EOR risque de passer à côté des certains problèmes importants ou, pire encore, de les approcher dans une manière totalement inapproprié et avec des réponses toutes prêtes. Ainsi elle s'expose elle-même et elle expose également la société roumaine à des conflits et même à des fractures sociales graves pour une société qui passe par une période des transformations profondes.

Des facteurs non favorables à l'intégration européenne peuvent aussi être considérés comme des intérêts de pouvoir des dirigeants actuels de l'EOR. Selon les règles canoniques et traditionnelles de l'EOR, ses prélats (évêques, métropolitains et patriarches) peuvent garder leurs fonctions de dirigeants de l'Eglise jusqu'à leur mort. Ainsi, sur la base de cette règle, malgré la promotion de plusieurs jeunes prélats sur de nouvelles chaises épiscopales, la majorité de la hiérarchie est constituée par les prélats qui ont contribué à la construction et à la mise en place de l'alliance avec le régime national-communiste sur la base de l'idéologie nationaliste. En outre, ceux-ci déterminent le plus souvent les positions les plus conservatrices de l'Eglise. Nationalistes et conservateurs, ils ne veulent donc pas que les changements se produisent trop rapidement puisqu'ils craignent pour leurs positions dans l'Eglise et dans la société. Après la chute du communisme en décembre 1989, une réforme radicale de l'Eglise était demandée et même envisagée. Le Patriarche Teoctist voulait se retirer et assumer ainsi sa collaboration avec le régime communiste. Mais les autres évêques et les autres conservateurs qui détenaient une position dirigeante dans la structure de l'Eglise ont été finalement assez forts et solidaires pour faire face aux initiatives réformatrices qui menaçaient également et directement leurs chaires. Il faut dire aussi que l'évolution politique les a beaucoup aidé. Malgré l'effondrement total du régime communiste, de 1990 à 1996 le pouvoir politique a été gardé par l'« échelon deux » du système communiste, qui ne voulait pas non plus faire des changements trop radicaux dans la société roumaine et qui s'entendait assez bien avec les anciens prélats de l'EOR.

Aujourd'hui, on peut dire que dans l'EOR il y a deux courants dirigeants : le premier est conservateur et nationaliste, le deuxième est réformiste et pro-européen. Le courant conservateur-nationaliste domine encore les mentalités des prélats. Cependant ceux-ci sont obligés de plus en plus de prendre en compte le courant pro-européen qui est assez fort parmi les jeunes évêques et constitue l'attitude dominante de la société roumaine, ainsi que le choix officiel de la classe politique. C'est pourquoi, bien que la hiérarchie de l'EOR blâme et moralise souvent l'Occident, l'Europe et ses institutions, elle ne refuse pas le processus de l'intégration européenne de la Roumanie, mais le conditionne à tort et à travers par la préservation de l'identité nationale et d'une supposée moralité immaculée des Roumains. Voilà, par exemple, ce que pense sur ce sujet l'archevêque Bartolomeu de Cluj : « Nous (les Roumains) sommes européens par notre géographie, par notre histoire et par notre vocation. Nous sommes déjà en Europe. Il est question maintenant d'entrer dans les structures européens, et nous sommes prêts à le faire : L'Eglise orthodoxe roumaine l'a déclaré hautement et fortement. Nous sommes en Europe, mais on nous propose une nouvelle Europe. Et je veux le dire franchement : **Europe, oui ! Sodome, non !** » (Anania, 2000 :91).

Force est de constater aussi que, depuis l'ouverture de la société roumaine à la modernisation et aux changements démocratiques, la hiérarchie actuelle de l'EOR craint fortement la concurrence des autres confessions et religions qui sont libres d'agir en Roumanie. Pour beaucoup de prélats orthodoxes, l'ouverture vers l'Europe est donc synonyme de concurrence religieuse et de prosélytisme des sectes. Confrontée à cette concurrence religieuse, l'EOR a le

sentiment d'être attaquée farouchement sur son propre territoire et c'est pourquoi elle voudrait bien que l'Etat lui garantisse la sécurité et éventuellement le monopole religieux sur le territoire roumain. Mais paradoxalement, ce n'est pas une « secte maligne et féroce » qui hante le plus l'EOR durant la période post-communiste, mais bien sa sœur historique et ethnique, l'Eglise uniate (grecque-catholique) qui, elle aussi, n'est constituée que par des Roumains et a participé très activement à l'émancipation nationale. Entre ces deux « Eglises roumaines » il y a une dispute historique pour la suprématie concernant leurs contributions à l'affirmation de l'identité nationale, dispute fortement alimentée aujourd'hui par un contentieux patrimonial (Gillet, 1997 :109-118).

Pour résumer, voici brièvement les éléments qui peuvent pousser l'EOR à prendre une position anti-européenne. Il s'agit fondamentalement de quatre choses : le nationalisme qui s'est incrusté dans la doctrine orthodoxe, la vision conservatrice sur l'évolution de la société, la peur de perdre le monopole religieux dans la société roumaine et, enfin, l'intérêt de la hiérarchie ecclésiastique instaurée pendant le régime national-communiste de garder sa position dirigeante dans l'Eglise et dans la société. Ce dernier élément me semble très conjoncturel et bien qu'important pour le moment, il peut disparaître assez rapidement une fois que les « anciens prélats » arriveront à la limite inexorable de leur mandat (ils ont tous des âges vénérables dépassant bien 70 ans). En revanche, les trois premiers éléments constituent la vraie pierre d'achoppement de l'EOR pour l'intégration européenne de la Roumanie. Le nationalisme, le conservatisme et la peur de concurrence peuvent mettre facilement l'EOR sur une position défensive et anti-européenne. En outre, ces trois éléments sont déjà profondément ancrés dans la structure sociale et doctrinale de l'EOR et elle ne pourra donc pas s'en débarrasser facilement et prochainement. Il faut aussi remarquer que ces trois éléments concernent directement la problématique de l'identité nationale. Autrement dit, le nationalisme, le conservatisme et la peur de concurrence qui hantent l'EOR et qui peuvent poser de problèmes à l'intégration européenne ne peuvent pas être gérés, transformés ou abandonnés sans toucher à l'identité nationale.

Dans cette situation, il est donc logique de se demander si l'EOR, une institution religieuse organiquement liée à la nation roumaine et à son identité, a encore des ressources et des moyens pour contribuer à l'intégration de la société roumaine en Europe.

3.2.2. Eléments et tendances favorables à l'intégration européenne

Selon mes observations, le facteur faisant possibles toutes les tendances européennes de l'EOR est la compatibilité *de facto et de jure* entre d'un côté les valeurs intrinsèques et la doctrine religieuse de l'EOR et de l'autre côté les valeurs et la structure socio-politiques et juridiques de l'UE. Autrement dit, la doctrine orthodoxe et les pratiques religieuses de l'EOR ne sont pas contraires à la construction européenne et ce processus n'empêche pas la manifestation et l'épanouissement de l'Eglise orthodoxe. Par contre, les traités, les lois et les valeurs démocratiques de l'UE soutiennent et garantissent entièrement l'expression religieuse de l'orthodoxie non seulement dans les espaces nationaux mais aussi dans l'espace européen. Nous avons vu que le nationalisme, qui semble propre à l'EOR et qui caractérise beaucoup de ses actions, ne fait pas partie intrinsèque de la doctrine orthodoxe. En effet, c'est juste une idéologie circonstancielle, dictée par des intérêts historiques et nationaux. En conséquence, la compatibilité de principe existant entre l'UE et l'EOR détermine de plus en plus les décisions et les actions de cette dernière. Si par le passé, la séparation entre l'Occident et l'Orient a été

beaucoup appuyée sur des différences de doctrine et de culture religieuse, il y a à présent une prise de conscience de la richesse portée par la diversité culturelle. L'Europe ne peut donc plus être conçue sans son partie culturelle et spirituelle orientale (patriarche Bartolomeu I, 2000 :82-87 ; Tanasoca, 1996).

En ce qui concerne les dirigeants de l'EOR, bien qu'aujourd'hui les conservateurs et les nationalistes forment encore un courant décidant très important, les voix réformistes et pro-européennes se font de plus en plus entendre. Ceux-ci partent de l'idée que l'Eglise orthodoxe, en tant que leader social et moral de la société roumaine, a également la responsabilité de tenir le pas avec les changements survenus dans la société (Baconsky, 2000 : 39). Pour les « réformistes » de l'Eglise, cette réforme, une sorte de *renouveau* de l'Eglise, doit être faite non pas contre la doctrine et la Tradition de l'EOR, mais justement pour assurer la pureté de la foi et la pérennité des véritables traditions orthodoxes qui ont été bien altérées par le nationalisme et le communisme athée. « Le *Renouveau*, qui agace les conservateurs d'hier et d'aujourd'hui, n'est pas une question inventée à Genève, il est plutôt un thème vital pour les Eglises qui ne considèrent pas la Tradition comme étant une notion figée mais une réalité vivante, en mouvement perpétuel. C'est pourquoi il existe une relation organique entre la Révélation divine et la réponse historique donnée par les croyants à chaque époque » (Bria, 1995 : 143).

Ainsi, dès 1990, malgré son conservatisme, l'EOR a pris quelques mesures facilitant son renouveau. La hiérarchie a été rafraîchie par la nomination d'évêques jeunes et qui ont étudié en Occident. Les facultés de théologie ont été réintroduites dans le système universitaire public. La formation théologique a été diversifiée et de nouvelles disciplines d'étude (sociologie, psychologie, linguistique etc.) ont été ajoutées aux disciplines de théologie classique. Les facultés de théologie se sont ouvertes aux femmes qui peuvent dorénavant étudier toutes les disciplines théologiques et obtenir un diplôme en théologie orthodoxe (Stan & Lucescu, 2000).

Un autre facteur déterminant l'EOR vers des actions et des attitudes de plus en plus pro-européennes, ces sont les avantages politiques, géostratégiques et juridiques que l'EOR obtiendrait dans le cadre européen à travers l'intégration de la Roumanie dans l'UE. Après un siècle et demi d'existence sous l'assistance d'un Etat national au comportement très instable (voire dictatorial), l'EOR commence à se rendre compte des avantages qu'elle pourrait avoir dans un cadre socio-politique plus large, plus démocratique et plus stable, qui pourra mieux assurer son fonctionnement normal tant au niveau national qu'au niveau européen. A travers l'intégration de la Roumanie dans l'UE, l'EOR peut devenir beaucoup plus confiante dans l'affirmation de sa mission spécifique et aura la possibilité politique et juridique réelle de s'opposer aux tendances d'ingérence de l'Etat national dans ses affaires ecclésiastiques. Le cadre politique et juridique de l'UE permettra donc à l'EOR une émancipation certaine et réelle de l'Etat national. Une séparation radicale entre l'Etat et l'Eglise n'est pas envisageable prochainement en Roumanie, mais on peut facilement supposer que l'adhésion du pays à l'UE engendra aussi beaucoup plus d'autonomie de l'EOR face à l'Etat.

Outre la stabilisation de son statut par rapport à l'Etat national et la garantie de ses activités spécifiques, le cadre européen permettra à l'EOR de changer d'horizon stratégique et géostratégique. Ainsi, l'orthodoxie roumaine pourrait sortir de son carcan national et s'exprimer en toute liberté au niveau européen. L'EOR a d'ores et déjà donné quelques signaux très forts dans ce sens surtout par sa politique énergique et pragmatique d'expansion en Europe et partout dans le monde où il y a des communautés roumaines. Grâce à cette

stratégie, l'EOR est devenue de loin l'institution roumaine la plus présente dans la diaspora roumaine. Comme je l'ai déjà dit, elle a deux métropoles (archevêchés) et un évêché dans les pays de l'UE et compte plus de deux cents paroisses, ayant encore un grand potentiel de développement. Cette expansion de l'EOR en Occident aura des répercussions importantes sur sa politique ecclésiastique et socioculturelle. Ainsi, l'EOR apprendra à se confronter à des nouvelles situations et à fonctionner à l'intérieur d'autres sociétés et cultures. Elle sera également déterminée à relativiser et à remettre en question son nationalisme et son conservatisme. Elle renforcera sa capacité de dialogue et la capacité d'exprimer ce qu'elle détient véritablement de spécifique au niveau spirituel et ecclésial. Mieux encore, l'EOR aura ainsi l'occasion non seulement de modérer son discours sur l'identité nationale, mais aussi de contribuer activement à l'intégration socioculturelle de la nation roumaine dans l'espace européen par la promotion de la culture roumaine au-delà de frontières nationales.

Des éléments encore plus activement favorables à l'intégration européenne sont le mouvement œcuménique et le dialogue inter-confessionnel dans lesquels l'EOR est profondément engagée à tous les niveaux (national, européen et international). L'EOR est un membre très actif dans les deux principaux organismes œcuméniques internationaux: la Conférence des Eglises Européennes (KEK, d'après ses initiales allemandes) et le Concile œcuménique des Eglises³. Ainsi, un prêtre et théologien orthodoxe roumain, Ioan Sauca, est actuellement directeur à l'Institut œcuménique de Bossey et l'un des métropolitains de l'EOR est membre du Conseil président de la KEK. Sans entrer dans les détails de l'histoire de la participation de l'EOR au mouvement œcuménique, voyons quelques activités auxquelles l'EOR est associée en tant que membre de la KEK pour mieux se rendre compte des incidences sur l'intégration européenne.

La KEK a vu le jour en pleine période de la « guerre froide », ayant comme but initial le dialogue entre les Eglises de toute l'Europe et la création de ponts entre les sociétés d'Europe occidentale et celles d'Europe orientale. Les activités de cet organisme ont bien dépassé de la dimension religieuse et théologique. Ces activités œcuméniques se sont beaucoup diversifiées ces quinze dernières années en suivant attentivement les changements politiques du vieux continent et surtout les problèmes posés par l'intégration européenne. Une action très importante a été la création de la Commission Eglise et Société (1999), suite à la fusion du travail accompli par la KEK et la Commission œcuménique européenne « Eglise et Société » de l'UE. La tâche primordiale de cette commission est d'aider les Eglises à approcher avec leurs moyens spécifiques les problèmes sociaux et ecclésiaux qui ont une dimension européenne. Ainsi, cette commission a géré le programme « Une âme pour l'Europe » lancé par l'UE. En outre, elle a organisé plusieurs groupes de travail afin d'approcher quelques problèmes très actuels de la construction européenne. Ceux-ci touchent à la bioéthique, l'écologie, la sécurité, les droits de l'homme, l'intégration européenne et l'élargissement de l'UE vers l'Est, la relation Etat-Eglise, l'assistance sociale etc. Parmi les activités récentes de la KEK, il y a aussi une conférence internationale sur le thème du dialogue inter-religieux « Les Chrétiens et les Musulmans en Europe » (Sarajevo, 2001). Enfin, en mars 2002, la KEK a lancé un appel à toutes ses églises membres pour s'engager dans le débat concernant le futur de l'UE. Ainsi, l'EOR, en tant que membre de la KEK, a été au courant et a participé activement à ce genre d'activités.

Au niveau national, l'EOR est également très engagée dans le mouvement œcuménique. Après 1990, elle a été parmi les initiateurs et les membres fondateurs de l'AIDROM,

³ Pour plus des informations sur ces deux organismes œcuméniques consulter leurs sites web : www.cec-kek.org et www.wcc-coe.org.

l'organisation œcuménique nationale qui, à côté de la promotion du dialogue œcuménique au niveau national, travaille aussi dans trois autres directions : diaconale (sociale), pédagogique et écologique.

L'événement qui donne toute la valeur de l'œcuménisme pratiqué par l'EOR avec de plus en plus de conviction est la visite du Pape Jean-Paul II à Bucarest en mai 1999, une visite amplement médiatisée en Roumanie et en Europe. S'agissant de la première visite officielle d'un pape dans un pays orthodoxe depuis le Grand Schisme (1054), il n'est guère difficile d'estimer l'importance religieuse et œcuménique que cette visite a eu pour toute la chrétienté. Mais pour l'EOR et pour la Roumanie, cette « miraculeuse » visite dépasse de beaucoup les limites de l'œcuménisme et du dialogue inter-chrétien, marquant profondément les opinions publiques roumaine et internationale. Cet événement a eu un impact politique et social considérable autant en Roumanie qu'en Europe, en constituant un sorte de révélateur de l'état dans lequel se trouvait l'EOR, la société roumaine et l'Etat roumain par rapport au processus d'adhésion à l'UE⁴. Maints analystes politiques et journalistes roumains ont vu dans ce voyage papal l'acte de baptême de l'entrée de la Roumanie dans l'Europe politique. En Europe, l'événement a été vu et traité comme une très forte affirmation de la volonté des Roumains de s'intégrer dans les structures européennes. Et cela juste après plusieurs échecs que la Roumanie a connu dans ce sens au niveau politique, militaire et économique. D'ailleurs, le Pape lui-même a considéré sa visite en Roumanie comme un grand pas vers l'intégration européenne à travers l'intégration religieuse (Baconsky, 2000 :41).

En accueillant le Pape, l'EOR a donc contribué au changement des mentalités nationalistes et au rapprochement de l'Occident, malgré une certaine opposition de la part de la hiérarchie conservatrice et en prenant le risque de déranger quelques Eglises orthodoxes sœurs qui sont très réticentes envers l'Eglise catholique et aux initiatives papales (par exemple l'Eglise orthodoxe russe ou même l'Eglise orthodoxe grecque). Mieux encore, l'EOR a montré ainsi qu'elle a des ressources qui peuvent la rendre entièrement compatible avec le monde européen contemporain. Selon les mots de Teodor Baconsky (jeune théologien orthodoxe et ambassadeur de la Roumanie au Vatican) : « En se décidant à devenir la première Eglise orthodoxe qui accueille un pape [après le Grand Schisme], l'EOR a aidé le pays d'une façon déterminante. Elle a démontré qu'elle peut vaincre ses propres contradictions (...) en laissant derrière elle ses anciens préjugés, ses craintes et la tentation du repliement vaniteux. Il lui a fallu du courage, un courage historique, pour arriver à rattraper le temps perdu, face auquel avait quelques dettes, et même à le devancer prophétiquement » (Baconsky : 2000 :39).

Pour conclure, il est évident que l'œcuménisme et le dialogue inter-confessionnel sont des éléments qui pousse l'EOR vers la sphère européenne, en l'obligeant ainsi à remettre en cause ses tendances nationalistes et conservatrices.

Enfin, il y a un élément très important qui demande une attention particulière quand on veut dépister les tendances positives de l'EOR face à l'intégration de la Roumanie dans l'espace européen. Il s'agit de la capacité intrinsèque et fondamentale de l'Eglise à s'adapter à la structure sociale et politique dans laquelle elle doit fonctionner. Cette capacité d'adaptation s'est avérée fort utile au long des siècles. En fait, l'Eglise a toujours soutenu qu'elle n'est liée à aucun système politique ou social et qu'elle ne s'identifie à aucune idéologie politique. Cependant, la hiérarchie de l'EOR a depuis toujours trouvé les fondements théologiques, canoniques et même évangéliques (par exemple : Romains 13.1-2 ; I Pierre 2.13-17) qui

⁴ La Roumanie a demandé l'adhésion à l'UE en 1995, mais elle n'a commencé les négociations d'adhésion qu'en 2000, après la visite du Pape.

justifient la soumission et l'adaptation à tout régime politique afin d'assurer l'accomplissement du but suprême : le salut en Christ (Gillet, 1997 :18). Cette stratégie fondamentale a été forgée au long des siècles depuis le commencement du christianisme et surtout dans le cadre de l'Eglise orientale.

Ainsi, avant d'être reconnue officiellement, l'Eglise a dû subir 300 ans de persécutions. Ensuite, dans l'Empire byzantin, l'Eglise est devenue partie constitutive de la civilisation et de la culture byzantines, en s'y adaptant si bien que, jusqu'à aujourd'hui, l'orthodoxie et l'Eglise orthodoxe sont assez souvent identifiées avec la civilisation et la culture byzantines. Il est vrai que dans le cadre de l'Empire byzantin, l'Eglise orthodoxe a connu son époque de gloire, mais on oublie souvent que pendant cette époque l'Eglise a connu aussi des périodes moins fastes, comme la période iconoclaste. A l'époque byzantine, l'adaptation de l'Eglise au régime politique peut être définie non pas autant par le syntagme *césaro-papisme* mais plutôt par la métaphore de la *symphonie*, la collaboration totale et symbiotique entre le pouvoir politique et l'Eglise. Après la chute de l'Empire byzantin, l'Eglise a dû s'adapter et fonctionner dans le cadre de l'Empire ottoman qui lui a offert un statut d'autonomie formelle, mais qui exigeait en retour une soumission absolue. C'est surtout depuis l'époque ottomane que l'adaptation de l'Eglise aux régimes politiques commence à prendre la forme d'une soumission totale. Le système tsariste a aussi exigé de l'Eglise orthodoxe ce rapport de subordination, mais ce régime de despotisme éclairé a également assuré la protection de l'Eglise. L'adaptation de l'Eglise au cadre socio-politique est arrivée à son comble avec la symbiose créée entre les différentes nations balkaniques et l'orthodoxie. Cette adaptation aux différents corps nationaux a été si parfaite que le sentiment national a pris souvent la place du sentiment religieux. Mais le paroxysme de la cohabitation a été atteint par l'adaptation de la majorité des Eglises orthodoxes aux systèmes communistes, dictatoriales et athées. Ainsi, l'Eglise orthodoxe a atteint l'absurde de l'adaptation. L'EOR a parcouru toutes ces étapes de l'adaptation de l'orthodoxie au cadre socio-politique jusqu'à la soumission totale à un régime qui était totalement opposé à sa propre vision de la vie, et qui luttait contre ses valeurs spirituelles. Pour l'EOR, l'adaptation est devenue la stratégie fondamentale par laquelle elle a pu assurer sa survie et défendre ses intérêts spécifiques. Ainsi, elle a démontré une fois de plus sa capacité inépuisable d'adaptation au contexte socio-politique, de même que son instinct de survie qui peut frôler l'absurde et même mettre en péril sa mission religieuse et sociale. Aujourd'hui, nous sommes encore trop près de cette période pour pouvoir l'analyser objectivement. Bien que quelques scientifiques aient essayé de comprendre et d'expliquer cette cohabitation entre un régime communiste-athée, persécuteur de toute religion, et l'EOR, ce sujet reste encore difficilement abordable. La majorité des prélats qui ont dirigé l'EOR pendant le régime communiste sont toujours en fonction, ce qui rend particulièrement difficile une évaluation de l'intérieur.

Le cas extrême d'adaptation de l'EOR au régime communiste, nous démontre sa capacité à se plier à des contextes même opposés à ses valeurs, à sa doctrine et à ses pratiques liturgiques et traditionnelles. Ce fait peut être décisif pour l'orientation et la mise en place d'une nouvelle stratégie de fonctionnement de l'Eglise dans la perspective d'intégration européenne. Autrement dit, il est entièrement raisonnable de penser que l'EOR, malgré sa situation encore ambiguë, a les ressources et l'expérience nécessaire pour s'engager à nouveau sur la voie d'adaptation à un nouveau contexte socio-politique, en l'occurrence l'UE, qui plus est n'empiète pas sur ses activités spécifiques. Sur la base de cette stratégie l'EOR devra renoncer de plus en plus à son ancienne idéologie nationale et surtout à ses tendances et ses éléments nationalistes qui semblent périmés par rapport aux objectifs politiques que la société roumaine s'est proposée. Une raison de plus pour que l'EOR fasse des efforts d'adaptation au paradigme

européen est justement la ferme volonté de la société roumaine de s'intégrer dans la grande société européenne. Et ce surtout que ces efforts semblent de loin moins importants et plus supportables que ceux exigés par l'adaptation au régime communiste athée. Mieux encore, l'UE pourrait constituer pour l'EOR le cadre social et politique propice à sa mission religieuse. C'est pourquoi, malgré ses contradictions, l'EOR a donné déjà quelques signes clairs qu'elle regarde l'intégration européenne de la Roumanie comme une chance historique pour le peuple roumain et pour elle-même de se manifester en toute confiance et en toute liberté.

L'EOR s'est déjà exprimée officiellement en faveur de l'adhésion de la Roumanie à l'UE et elle a pris quelques mesures dans ce sens. Le Saint Synode de l'EOR s'est penché plusieurs fois sur la question de l'intégration européenne et le patriarche Teoctist a fait maintes déclarations très favorables à l'intégration européenne. Par exemple, en juin 2001, ce dernier, l'ancien roi, Michel de Roumanie, et le président en fonction, Ion Iliescu, ont lancé un célèbre appel écrit⁵ à tous les Roumains de partout le monde et leur ont demandé de faire tous les efforts possibles pour soutenir le développement, la modernisation et l'intégration de la Roumanie dans les structures euro-atlantiques. En outre, en suivant l'exemple donné par les forces politiques du pays, l'EOR s'est réunie avec les cultes les plus importantes de Roumanie, et ils ont donné une déclaration commune favorable à l'intégration européenne de la Roumanie sous le titre de : « Déclaration des cultes pour l'intégration de la Roumanie dans l'Union européenne »⁶. Dans cette déclaration, à côté d'un très ferme et net engagement des cultes pour le soutien de l'intégration européenne, ils ont affirmé aussi l'attachement à la diversité culturelle et religieuse qui est propre à l'Europe (Deisis, 2000 : 79-81).

Finalement, concernant la question de l'adaptation de l'EOR à son milieu socio-politique, s'il est évident que jusqu'à présent l'EOR n'a pas construit une stratégie explicite pour s'adapter à l'espace européen, il est aussi évident qu'elle est tout à fait prête à mettre à l'œuvre cette stratégie d'origine paulinienne de se faire « tout à tous » pour atteindre ses objectifs.

L'EOR est perçue aujourd'hui encore comme une force ambivalente dans le processus d'intégration européenne de la société roumaine, mais nous venons de voir qu'elle a plusieurs fortes motivations pour s'engager pleinement et positivement sur cette voie de l'intégration. Il est donc très important de souligner que l'EOR est un acteur majeur pour l'intégration européenne de la Roumanie. Elle sera de plus en plus impliquée dans ce processus implacable qui ne touche pas seulement les structures économiques et politiques de la société roumaine. Son rôle pourrait être de plus en plus positif et intégrateur, surtout en ce qui concerne la dimension identitaire (socioculturelle) de l'intégration. Ainsi, selon mon analyse prospective, l'EOR suivra activement la volonté de la société roumaine et de l'Etat qui ont déjà pris la décision de l'adhésion à l'UE.

3.3. L'identité nationale des Roumains face à l'intégration européenne

Comme tout processus identitaire, l'identité nationale n'est pas homogène, ni univoque ou figée, mais plutôt en continue formation et réformation en fonction de différents facteurs,

⁵ Ce document peut être consulté sur le site www.patriarhia.ro.

⁶ Voir plus de détails concernant ce sujet sur le site web du Patriarcat de l'EOR : www.patriarhia.ro

interactions et changements. En Europe, les identités collectives sont appelées de plus en plus à se positionner par rapport à l'intégration européenne. Aucune nation et aucun groupe social situé dans l'espace européen ne peut échapper à cette confrontation avec l'intégration européenne. En tout cas, le processus d'intégration européenne de la Roumanie a des implications profondes sur la manifestation de l'identité nationale. En effet, l'intégration européenne constitue un nouveau facteur puissant qui influence sans relâche une identité nationale élaborée principalement selon les conditions historiques du 19^e siècle. Mais les identités collectives se forment et se reforment surtout dans la longue durée. Cela fait que, en règle générale, leurs changements sont difficilement perceptibles dans l'immédiat, à moins qu'il ne s'agisse d'une rupture ou d'un déblocage. En Roumanie, un déblocage de l'identité nationale s'est produit après la chute du régime communiste. Ainsi, l'identité nationale a pu être affirmée à nouveau en toute liberté. La principale chose qui s'est produite par ce déblocage au niveau collectif, c'est que le référent identitaire le plus marginalisé durant l'époque communiste, la religion orthodoxe, a retrouvé sa place primordiale dans les manifestations de l'identité nationale.

Dans toute collectivité la religion est un référent identitaire essentiel, étant donné que la croyance et les pratiques religieuses peuvent conférer le sentiment de sécurité ontologique. Par contre, la dégradation, la transformation ou la disparition du religieux sont très souvent perçues comme une perte d'identité et induisent un sentiment de malaise identitaire. La Roumanie a connu ce sentiment durant l'époque communiste. Le régime de facture marxiste-léniniste, profondément athée, a œuvré pendant presque cinq décennies à l'extirpation de la religion, l'« opium du peuple ». Mais la société a ressenti cela comme une agression externe qui voulait détruire son identité. Cela explique en bonne partie pourquoi tout de suite après l'effondrement du régime communiste, la société roumaine a réintégré rapidement et pleinement la religion dans ses manifestations identitaires. Ensuite, l'Eglise s'est retrouvée en tête de toutes les statistiques mesurant la popularité des institutions roumaines post-communistes et la confiance accordée par le peuple à ces institutions.

Mais les changements de 1989 ont donné également l'occasion à quelques nouveaux facteurs de jouer leur rôle. Parmi ceux-ci, après une dizaine d'année, l'intégration européenne s'est imposée comme le facteur par excellence qui peut influencer et changer la société roumaine. Dorénavant, la configuration de l'identité nationale se façonne, elle aussi, par rapport à l'intégration européenne de la société roumaine.

Dans une perspective historique, il est évident que la religion orthodoxe a joué un rôle très important en tant que référent de l'identité nationale roumaine. En outre, les tendances d'aujourd'hui de la société roumaine nous laissent comprendre que l'orthodoxie continuera à garder une place importante dans la configuration de l'identité nationale. Mais, à travers l'intégration européenne, l'orthodoxie sera confrontée à des situations et de valeurs qui ne sont plus semblables à celles du 19^e siècle. Par conséquent, l'institution qui gère la religion orthodoxe et qui a contribué considérablement à la formation et à la maintenance de l'identité nationale, l'Eglise orthodoxe roumaine, sera obligée d'être de plus en plus attentive aux changements qui peuvent influencer l'identité nationale. En fait, nous avons déjà vu que l'EOR a la capacité et quelques motivations solides pour soutenir et s'adapter aux conditions demandées par l'intégration européenne. Cela veut dire, par exemple, que l'EOR est disposée à s'ouvrir, bon gré, mal gré, aux valeurs qui viennent de l'Europe occidentale : démocratie, tolérance de la diversité, droits individuels, etc.

Ce rapport existant entre l'identité nationale, l'orthodoxie/EOR et l'intégration européenne ne serait pas si important s'il ne touchait pas directement la question fondamentale de la *sécurité sociétale*. Or, comme nous l'avons vu dans le sous chapitre (1.4.), l'identité est devenue un sérieux problème de sécurité collective (nationale) et l'EOR est devenue un acteur social très important dans cette affaire. En fait, Waever et ses coéquipiers du groupe de Copenhague nous ont démontré que la sécurité sociétale et le processus d'intégration sont interdépendants, et aussi que la force et le caractère impératif de la sécurité sociétale se mesure à la menace qui pèse sur l'identité nationale (Waever, 1998). La sécurité est une affaire de survie et la sécurité sociétale concerne la survie de l'identité collective/nationale. Il en résulte que la construction européenne doit tenir compte non seulement de la sécurité des Etats (affaire qui revient aux institutions étatiques, politiques et militaires), mais aussi de la sécurité sociétale, c'est-à-dire de la survie des identités collectives/nationales. Si les identités nationales sont trop menacées par le processus d'intégration européenne, les acteurs sociaux concernés seront capables de prendre de mesures contraires à la construction européenne.

Pour résoudre ce problème, nous avons vu que l'une de solution suggérée par Waever serait de partager les domaines d'action des acteurs politiques et socioculturels impliqués. Ainsi, les institutions des Etats et les institutions européennes doivent s'occuper de la sécurité étatique, tandis que la nation et les acteurs sociaux non-étatiques qui la représentent peuvent très bien s'occuper de la sécurité sociétale (nationale ou culturelle). « Dans le scénario de l'intégration européenne, sécurité sociétale et sécurité étatique sont de plus en plus différenciées en tant que champs séparés se référant à des objets différents. Si la société continue de s'occuper de sa sécurité à sa manière, le processus d'intégration peut se poursuivre. Mais si, du côté sociétal, les préoccupations sécuritaires sont telles qu'on demande à l'Etat d'intervenir, l'intégration peut reculer, réintroduisant une Europe façonnée en termes dichotomiques Etats-nations (Waever, 1998 :117).» En conséquence, on peut dire que la mauvaise gestion de la sécurité sociétale (causée par une intervention inopportune de l'Etat dans des affaires d'identité culturelle) n'est le plus souvent qu'un effet d'une cause plus profonde ou d'une action préalable d'un acteur social qui vit un malaise identitaire et qui fait appel à l'Etat pour protéger son identité menacée. La menace qui pèse sur l'identité, ainsi que le malaise identitaire qui en résulte, est en réalité le résultat d'une interaction et d'un état subjectif vécu par l'un des acteurs impliqués dans la construction et la préservation de l'identité nationale. Autrement dit, un acteur social bien placé par rapport à l'identité nationale, peut invoquer celle-ci en fonction de son propre vécu et de ses propres intérêts.

On a déjà vu qu'en Roumanie, l'EOR est l'acteur social le mieux placé pour faire usage de l'identité nationale. A travers la religion orthodoxe et le nationalisme, l'EOR a la possibilité d'intervenir sur l'identité nationale et peut également l'utiliser selon ses propres intérêts pour ou contre l'intégration européenne. Grâce à sa position, l'EOR a la possibilité d'influencer autant l'identité nationale, sa configuration et ses accents que le processus de l'intégration européenne. L'analyse de l'EOR en tant qu'institution sociale nous dit que l'Eglise a intérêt à soutenir le processus d'intégration européenne de la Roumanie. L'EOR, malgré ses actions conservatrices et nationalistes, a compris l'enjeu de l'intégration européenne et s'est engagée sur cette voie. En plus de ses activités et de ses prises de positions pro-européennes, l'EOR a aujourd'hui tendance à moins s'occuper de la politique nationale. Dans ce sens, par exemple, il y a un mois, le Synode de l'EOR a pris la ferme décision de ne pas s'impliquer dans la direction politique et administrative du pays. Ainsi, l'EOR a interdit catégoriquement à son clergé de faire de la politique, de détenir de fonctions administratives dans les structures de l'Etat et de participer aux élections⁷. Une décision qui a été saluée par tous les partis

⁷ Pour plus de détails à ce sujet, voir le site de l'EOR : www.patriarhia.ro

politiques parlementaires, sauf le parti ultra-nationaliste, la *Grande Roumanie*. L'EOR a compris non seulement que les structures européennes lui offrent la possibilité de poursuivre tranquillement ses objectifs spécifiques, mais aussi que le cadre européen lui permettra de rester un acteur social très important dans la construction et la manifestation de l'identité nationale. Ce cadre juridique et politique de l'UE est fait pour promouvoir la diversité et la tolérance. L'homogénéisation religieuse et culturelle n'est donc plus possible en Europe, puisqu'elle provoquerait l'uniformisation et porterait à l'atteinte à l'identité de chaque société nationale (Willaime, 1994,153). En échange, l'EOR, comme tout autre acteur social et religieux, doit s'adapter aux valeurs européennes et surtout se débarrasser de son nationalisme.

En ce qui concerne les tendances de l'identité nationale, on peut dire avant tout qu'elles resteront bien marquée par l'orthodoxie. Cela dit, selon mon analyse, l'EOR a l'intérêt, les moyens et la volonté d'amorcer cette identité à l'intégration européenne. En acceptant l'intégration européenne, l'EOR est disposée à s'ouvrir à la diversité culturelle de l'Europe. Ainsi, elle accepte que l'identité nationale entre aussi en interaction avec d'autres identités pour autant que l'orthodoxie ne soit exclue de ce jeu. L'EOR a compris que, selon l'exemple de la Grèce, l'orthodoxie ne serait pas du tout exclue du cadre européen, mais plutôt remise en valeur dans un espace beaucoup plus grand et plus stable de point de vue politique. Dans l'espace géopolitique européen, l'EOR pourra d'un côté continuer à gérer ses affaires au niveau national en tant que leader d'opinion et représentant autorisé de l'identité nationale, et d'un autre côté, elle pourra activer dans un espace beaucoup plus large géographiquement et beaucoup plus divers culturellement.

Cette possibilité d'agir dans un espace plus grand que l'espace national a plusieurs répercussions majeures sur l'orthodoxie et sur l'identité nationale. Avant tout, l'orthodoxie sera renforcée et plus unie dans un même espace socio-politique. La Grèce ne sera plus un pays orthodoxe isolé dans l'UE. L'orthodoxie aura ainsi l'occasion de sortir plus souvent de ses limites nationales, de se manifester plus librement et de s'adresser également à d'autres peuples et cultures que celles où elle a été forgée traditionnellement. Grâce à au débordement des cadres nationaux, l'orthodoxie pourrait devenir plus ouverte et moins centrée sur sa dimension ethnique. Elle pourrait donc se débarrasser plus facilement de son *phylétisme* (nationalisme) et mettre en avant ses atouts purement spirituels. Avec la visite papale en Roumanie (1999), l'expansion très rapide en Occident et son intense activité œcuménique, l'EOR a démontré qu'elle a très bien compris l'importance de ces enjeux stratégiques et géostratégiques pour l'orthodoxie.

Quant à l'identité nationale, elle aussi sera renforcée au moins par le simple fait d'entrer en interaction avec d'autres identités et valeurs de l'Europe. Ainsi, l'identité nationale gagnera en souplesse et deviendra beaucoup moins un instrument de lutte qu'une carte de visite et une marque de richesse culturelle. Finalement, c'est cet épanouissement identitaire qui assurera la *sécurité sociétale* nécessaire à la société pour pouvoir vivre sans crainte dans une Europe unie.

Conclusions

Arrivé au terme de mon travail, je me rends compte que j'ai réussi à traiter un sujet qui me semble actuellement plus difficile à approcher qu'il n'en avait l'air lorsqu'il était à l'état de projet. Je dois aussi dire que mes possibilités d'informations et mon emploi du temps ne m'ont pas permis d'entrer plus dans les détails de ce sujet qui exige une analyse beaucoup plus approfondie et tout en nuance.

Cependant, ce travail m'a permis de découvrir et de présenter un sujet d'étude qui est non seulement actuel pour la construction de l'Europe, mais aussi fascinant par son intensité et notamment par les débouchés qu'il ouvre aux chercheurs qui veulent comprendre le processus de construction européenne au-delà de sa dimension administrative et économique. Ainsi, j'ai eu l'occasion de pénétrer par le biais de l'identité nationale dans les rapport qui lient la religion/les Eglises à la construction européenne. A cet égard, j'ai pu tout d'abord présenter rapidement la situation européenne, ensuite j'ai fait une analyse de l'identité nationale et de l'orthodoxie dans la perspective de l'intégration européenne de la Roumanie.

A la fin de ce périple, les conclusions affirmées avant la lettre dans le troisième chapitre de mon mémoire peuvent paraître à la fois trop osées et trop modestes, si l'on prend en compte leur caractère prospectif et la rapidité de cette étude. En réalité leur importance sera augmentée ou diminuée avec le temps par l'évolution des choses. C'est-à-dire par l'évolution des identités nationales en Europe (notamment par l'évolution de l'identité nationale des Roumains), par la dynamique et l'évolution des Eglise européennes (parmi lesquels l'Eglise orthodoxe roumaine) et, enfin, par l'évolution même de ce processus qui se fait sentie fortement partout en Europe, la construction européenne (voire l'intégration européenne).

En guise de conclusions finales, je me permets de reprendre deux des conclusions qu'un sociologue qui a étudié la problématique des rapports Eglises – intégration européenne a tiré suite à ses recherches :

1°) Si l'Europe est une réalité culturelle, les religions qui sont au cœur de cette culture sont un phénomène incontournable. On ne pourra pas construire l'Europe sans les religions, ni, à plus forte raison, contre elles.

2°) L'influence du facteur religieux sur la construction européenne résultera moins de la concurrence entre les Églises ou confessions religieuses en vue de l'attribution d'un *label* européen que de la dynamique de chacune d'elle. Leur vitalité propre et leur aptitude à surmonter entre elles les fausses querelles qui les ont opposées devraient constituer, à la longue, un ciment plus solide que les professions de foi inspirées par les politiques européennes à courte vue. (Merle, 1993 : 64-65)

Autrement dit, il n'y aura pas d'Europe sans religions (et surtout pas sans l'apport décisif du christianisme) et les religions vont continuer de marquer les identités collectives/nationales de l'Europe. Les religions de l'Europe ne seront ni détruites, ni uniformisées à travers le processus d'intégration européenne.

En ce qui concerne l'orthodoxie et le positionnement de l'EOR face à l'intégration européenne, je tiens à rappeler que, malgré sa position ambiguë, ses tendances pro-européennes sont de plus en plus évidentes mais elle devra bien sûr les confirmer à l'avenir.

Enfin, l'identité nationale des Roumains, comme toute identité collective manifestée dans l'Europe d'aujourd'hui, reste un sujet passionnant et très intéressant à étudier en rapport avec le processus d'intégration européenne. Par cette étude j'ai identifié seulement quelques pistes et tendances concernant ce sujet. Ainsi nous avons pu voir notamment que, après la chute du communisme, la Roumanie a connu un déblocage identitaire qui a permis dans une première phase le ralliement de l'identité nationale à son ancien référent religieux : l'orthodoxie et l'Eglise orthodoxe roumaine. D'une manière presque concomitante, l'identité nationale des Roumains a entamé la confrontation avec la démocratie occidentale et la construction européenne.

Bibliographie

La Bible (Traduction Œcuménique de la Bible, TOB)

- 1988, Paris: Alliance biblique universelle – Le Cerf

Deisis: Ortodoxia românească și integrarea europeană,

- 2000, Revistă de cultură și spiritualitate editată de Mitropolia Ortodoxă Română pentru Germania și Europa Centrală (Revue de culture et spiritualité éditée par la Métropole orthodoxe roumaine pour l'Allemagne et l'Europe centrale) n° 9-10/ 2000, Ed. MORGEC.

Anania, Bartolomeu

- 2000, *Europa, nu Sodoma!...*, in *Deisis*, nr. 9-10/2000, pp. 90-91, Ed. MORGEC.

Andreescu, Gabriel

- 1999, *Spre crearea unui stat ortodox român?*, dans la revue hebdomadaire “22”, n° 44/1999.
- 2003, *Biserica orthodoxă romană ca actor al integrării europene*, article consulté sur le site web de la Fondation pour une société ouverte, www. osf.ro

Baconsky, Teodor

- 2000, *După vizita Papei*, in *Deisis*, nr. 9-10/2000, editată de MORGEC, 39-41.

Barbu, Daniel

- 2000, *Etica ortodoxă și « spiritul » românesc*, in **Firea românilor** (coord. D. Barbu), pp.39-130, București : Nemira.

Bartolomeu I (Patriarce œcuménique de Constantinople)

- 2000, *Biserica Ortodoxă și Europa Contemporană*, in *Deisis*, nr. 9-10/2000, editată de MORGEC, 83-87.

Bria, Ion

- 1995, *Ortodoxia în Europa : Locul spiritualității române*, Iași : MMB.

Dreyfus, François-Georges

- 1993, *Le protestantisme contre l'Europe*, in *Religions et transformations de l'Europe*, dir. Gilbert Vincent et Jean-Paul Willaime, pp. 127-141, Strasbourg: PUS.

Gaillard, Jean-Michel et Rowley, Anthony

- 2001, *Histoire du continent européen : 1850 – 2000*, Paris : Seuil.

Gellner, Ernest

- 1997, *Nationalism*, London : Weidenfeld & Nicolson.

Gillet, Olivier

- 1997, *Religion et Nationalisme : l'idéologie de l'Eglise orthodoxe roumaine sous le régime communiste*, Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles.
- 2001, *Les Balkans: religions et nationalisme*, Bruxelles: Editions OUSIA.

Husquin, Hervé

- 1994, *L'Etat et les Eglises dans l'Europe communautaire: A propos du financement des cultes*, in **Pluralisme religieux et laïcité dans l'Union européenne**, éd. Alain Dierkens, pp. 21-44, Bruxelles: EUB.

Hitchins, Keith

- 1995, **Orthodoxie si nationalitate: Andrei Saguna si romanii din Transilvania (1846-1873)**, Bucarest: Univers Enciclopedic.
- 1996, **România :1866 – 1947**, Bucarest : Humanitas.
- 1997, **Mit și realitate în istoriografia românească**, București : Ed. Enciclopedică.
- 1998, **Români : 1774-1866**, Bucarest : Humanitas.

Jelavich, Charles et Barbara

- 1999, **Formarea statelor naționale balcanice (1804 - 1920)**, Cluj-Napoca : Dacia.

Jucan, F. et Mateescu, R.

- 1999, *Bisericile Romano-catolica si Raformata isi recapata imobilele confiscate* dans **Ziua**, 22.06.1999.

Kokosalakis, Nikos

- 1996, *Orthodoxie grecque, modernité et politique*, in **Identités religieuses en Europe**, dir. Grace Davie et Danièle Hervieu-Léger, pp.131-152, Paris: Ed. La Découverte.

Makrides, Vasilios N.

- 1993, *Le rôle de l'orthodoxie dans la formation de l'antieuropéanisme et l'antioccidentalisme grecs*, in **Religions et transformations de l'Europe**, dir. Gilbert Vincent et Jean-Paul Willaime, pp. 103-116, Strasbourg: PUS.

Mantzaridis, Georges

- 1993, *La fonction œcuménique de la tradition orthodoxe*, in **Religions et transformations de l'Europe**, dir. Gilbert Vincent et Jean-Paul Willaime, pp. 117-126, Strasbourg: PUS.

Mateescu, R.

- 2000, *Biserica Ortodoxa se implica in alegerile locale din 2000*, dans le journal **Ziua**, 27.02.2000.
- 2001, *Teoctist asteptat la Vatican* , dans le journal **Ziua**, 09.04.2001.

Maxime de Sardes (métropolitaine)

- 1975, **Le Patriarcat œcuménique dans l'Eglise orthodoxe: étude historique et canonique**, Paris: Beauchesne.

Merle, Marcel

- 1993, Religion, éthique et politique en Europe: essai de problématique, in **Religions et transformations de l'Europe**, dir. Gilbert Vincent et Jean-Paul Willaime, pp. 59-66, Strasbourg: PUS.

Meyendorff, Jean

- 1996, **Biserica Ortodoxă ieri și azi**, București: Anastasia.

Montclos-Alix, Christine (de)

- 1993, *Europe chrétienne et géopolitique vaticane*, in **Religions et transformations de l'Europe**, dir. Gilbert Vincent et Jean-Paul Willaime, pp. 143-152, Strasbourg: PUS.

Mucchielli, Alex

- 2002, **L'Identité**, Paris: PUF

Păcescu, T. P.

- 1938, **Ortodoxism românesc**, București : Ed. Nouei Reviste Bisericești.

Păcurariu, Mircea

- 1987, **Istoria Bisericii Ortodoxe Române**, București: Ed. IBMBOR .

Poupard, Paul (cardinal)

- 1994, *Aux fondements de la civilisation européenne*, in **Christianisme et identité nationale: une certaine idée de l'Europe**, coord. par le cardinal Poupard, pp. 9-14, Paris: Beauchesne Editeur.

Preda, Radu

- 1999, **Biserica în Stat : o invitație la dezbatere**, Editura Scripta.

Ramet, Sabina P.

- 1998, **Nihil Obstat : Religion, Politics, and Social Change in East-Central Europe and Russia**, Durham & London : Duke University Press.

Stan, Lavinia et Turcescu, Lucian

- 2000, *The Romanian Orthodox Church and Post-comunist Democratisation*, in **Europe-Asia Studies**, vol.52, nr.8, 1467-1488.

Tanașoca, Nicolae-Serban

- 1996, *La construction européenne et le byzantinisme des pays de l'Est*, in **New Europe College Yearbook 1994**, pp. 123-141, București: Humanitas et NEC.

Torfs, Rik

- 1999, *Les nouveaux mouvements religieux et le droit dans l'Union européenne* (rapport général), in **Les nouveaux mouvements religieux et le droit dans l'Union européenne** (colloque 8-9 dec. 1997), pp. 37-68, Milano: Giuffrè Editore.

Waever, Ole

- 1998, *Insecurité, identité : une dialectique sans fin*, in **Entre Union et Nation : L'Etat en Europe**, coord. A.-M. Le Gloannec, pp.91-138, Paris : Presses de Sciences Po.

Ware, Timothy (évêque Kalistos de Diocleia)

- 1997, **L'orthodoxie, L'Eglise des sept Conciles**, Paris: Théophanie, Desclée de Brouwer.

Willaime, Jean-Paul

- 1994, *Eglises, laïcité et intégration européenne*, in **Pluralisme religieux et laïcité dans l'Union européenne**, éd. Alain Dierkens, pp. 153-165, Bruxelles: EUB.
- 1996, *Les religions et l'unification européenne*, in **Identités religieuses en Europe**, dir. Grace Davie et Danièle Hervieu-Léger, pp.291-314, Paris: Ed. La Découverte.

Zeletin, Ștefan

- 1991. *Burghezia română: originea și rolul ei istoric*, București: Humanitas.

Table des matières

INTRODUCTION.....	2
1.PRELIMINAIRES : IDENTITE ET CHRISTIANISME EN EUROPE, ETAT DES LIEUX ET PROBLEMATIQUE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1.1. IDENTITE ET CHRISTIANISME EN EUROPE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1.2. DIVERSITE ET LIBERTE RELIGIEUSE : CADRE LEGAL ET RAPPORTS ETAT/EGLISES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1.3. LES CONFESSIONS CHRETIENNES FACE A LA CONSTRUCTION EUROPEENNE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1.3.1. Position catholique.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
1.3.2. Position protestante.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
1.3.3. Position orthodoxe	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
1.3.4. Construction européenne et œcuménisme	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
1.4. INTEGRATION EUROPEENNE, IDENTITE NATIONALE ET ORTHODOXIE: QUESTIONS ET HYPOTHESES CONCERNANT LE CAS ROUMAIN	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.IDENTITE NATIONALE ET ORTHODOXIE CHEZ LES ROUMAINS : GENESE, EVOLUTION ET RAPPORTS ACTUELS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.1. LE PHYLETISME (NATIONALISME ORTHODOXE) ET SES CONTRADICTIONS.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.2. NATION ET IDENTITE NATIONALE A TRAVERS L'ORTHODOXIE : REPERES HISTORIQUES ET SOCIOCULTURELS.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.3. L'OSMOSE ETAT – EGLISE ET LES RAPPORTS DE POUVOIR	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.4. L'EOR DANS LA PERIODE POST-COMMUNISTE : LA LOI SUR LES CULTES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.4.1. Le projet de loi sur les cultes et son débat dans la presse.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
3.ENJEUX IDENTITAIRES, POLITIQUES ET RELIGIEUX DANS LA PERSPECTIVE DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE	4
3.1. L'EOR : ACTEUR MAJEUR SUR LA VOIE D'INTEGRATION EUROPEENNE DE LA ROUMANIE	4
3.2. LES TENDANCES DE L'EOR FACE A L'INTEGRATION EUROPEENNE.....	7
3.2.1. Eléments et tendances non favorables à l'intégration européenne	7
3.2.2. Eléments et tendances favorables à l'intégration européenne	12
3.3. L'IDENTITE NATIONALE DES ROUMAINS FACE A L'INTEGRATION EUROPEENNE	17
CONCLUSIONS	21
BIBLIOGRAPHIE.....	23